

Rapport de Gestion 2012



LE TALENT SERA TOUJOURS LA PLUS PRÉCIEUSE DES VALEURS.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 21 juin 2013

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, à l'effet notamment de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Le présent rapport a pour objet de vous présenter l'activité de notre société et celle de l'ensemble de notre groupe et de vous fournir toutes informations de nature juridique.

LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

RESISTANCE EN FRANCE, FORTE CROISSANCE A L'INTERNATIONAL

L'exercice 2012 a démontré les capacités d'adaptation et de résistance de notre groupe dans un contexte de marché plus difficile. A l'international, notre dynamique de croissance se confirme.

LES CHIFFRES CLES

En millions d'euros	2012	2011
• Chiffre d'affaires	1 490,1	1 512,4
En France	1 255,9	1 359,8
A l'international	234,1	152,7
• Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	47,1	49,4
• Résultat opérationnel	40,7	48,2
• Coût de l'endettement net	(2,7)	1,7
• Résultat avant impôt	37,9	49,9
• Résultat net	13,6	21,9
• Résultat net part du Groupe	9,9	19,9
• Résultat net retraité ⁽²⁾	18,7	21,9
• Résultat net par action (en euro)	0,89	1,79

⁽¹⁾ hors charges liées à l'impact des regroupements d'entreprises (dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés liées aux acquisitions, dépréciation des goodwill, coûts directs d'acquisitions...)

⁽²⁾ retraité d'un montant de 5,1 M€ en 2012 représentant la dépréciation de la totalité du goodwill relatif aux filiales espagnoles.

Sur les changements de normes et de présentation :

A titre préliminaire, nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont fait l'objet des changements de normes et de présentation suivants par rapport aux comptes 2011 :

Notre groupe a décidé d'appliquer par anticipation l'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » approuvée par l'Union Européenne le 5 juin 2012, ainsi que développé en note 2. 1.2 des états financiers consolidés.

L'application anticipée de cet amendement améliore l'information sur la situation financière du groupe, notamment la présentation de l'engagement au bilan. Les changements relatifs à l'application de cet amendement ont été appliqués de manière rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2011 et les données comparables ont ainsi été ajustées.

L'impact sur le résultat 2011 est le suivant :

En milliers d'euros	31.12.2011
• Produit/charge reconnu en gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	80
• Amortissement du coût des services passés	125
• Impôts différés	(63)
Variation du résultat net	141
- attribuable aux propriétaires de la société mère	134
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	7

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

De même, conformément à la recommandation n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, notre groupe présente à compter de l'exercice 2012 un résultat opérationnel courant avant prise en compte des éléments non récurrents, (notamment l'incidence des regroupements d'entreprise) et un résultat opérationnel.

Ce changement de méthode comptable développé dans la note 2.18 des comptes consolidés a été appliqué de manière rétrospective. Les charges correspondantes s'élevaient à 1,2 M€ en 2011.

Le compte de résultat

Sur l'ensemble de l'exercice, notre chiffre d'affaires s'élève à 1 490,1 M€, en repli limité de 1,5 % par rapport à 2011. La contribution de notre activité travail temporaire reste stable, à 83,1 % du chiffre d'affaires du groupe contre 84,3 % en 2011.

La bonne résistance affichée par notre groupe a été portée par nos performances à l'international sur l'ensemble de nos pôles d'activités : sur l'exercice, le chiffre d'affaires hors de France s'établit à 234,1 M€ contre 152,7 M€, en hausse de 53,3 %.

Cette forte croissance, qui valide le bien fondé de notre stratégie de diversification géographique, porte la part de notre activité internationale à 15,7 % de l'activité totale contre 10,1 % en 2011.

Toutes les activités de notre groupe ont démontré leur capacité d'adaptation à des conditions de marché difficiles :

Nos activités travail temporaire et recrutement affichent un chiffre d'affaires de 1 238,4 M€ en baisse limitée de 2,9 % grâce à la forte progression de nos activités à l'international.

En France, le contexte économique a pesé sur l'activité : sur un marché en baisse de 8,5 %, le chiffre d'affaires ressort à 1 039,3 M€ contre 1 150,9 M€ en 2011 ;

A l'international, notre pôle réalise un chiffre d'affaires de 199,1 M€ en hausse de 59,4 %. Cette dynamique est portée par nos activités aux Etats-Unis, avec l'intégration en année pleine de la société PeopleLink et la bonne tenue du marché local.

Sur le pôle multiservices, le chiffre d'affaires s'établit à 269,4 M€* en progression de 5,9 % ; Les activités aéroportuaires comme les activités ingénierie et maintenance du pôle participent à cette croissance.

La bonne résistance de l'activité s'est accompagnée d'une bonne tenue de la rentabilité opérationnelle courante.

Le résultat opérationnel courant s'établit en 2012 à 47,1 M€, soit 3,2 % du chiffre d'affaires contre 49,4 M€ en 2011.

Sur le pôle travail temporaire et recrutement, avec un résultat opérationnel courant qui s'établit à 40,9 M€ contre 42,4 M€ en 2011, notre groupe maintient une bonne rentabilité de 3,3 % du chiffre d'affaires comparable à l'exercice précédent.

Sur le pôle multiservices, le résultat opérationnel courant s'établit à 6,2 M€ contre 7,0 M€ en 2011. Il représente 2,3 % du chiffre d'affaires total du pôle.

Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel, il convient de souligner les éléments suivants :

- Les dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés liés aux acquisitions réalisées aux Etats-Unis, qui représentent 1,2 M€ ;
- Le choix opéré par notre groupe de déprécier la totalité du goodwill de l'activité espagnole au regard du contexte économique local, pour 5,1 M€.

Le résultat opérationnel s'établit à 40,7 M€ contre 48,2 M€.

Le résultat financier du groupe s'établit à (2,7) M€, résultant d'une perte de change latente de 0,8 M€ et de charges financières de 1,9 M€.

Le résultat courant avant impôt s'établit à 37,9 M€ contre 49,9 M€.

Après une charge d'impôts de 24,5 M€, le groupe affiche au 31 décembre 2012, un résultat net de 13,6 M€.

*avant éliminations inter-activités

Le bilan

La lecture de notre bilan au 31 décembre 2012 montre un renforcement de nos capitaux propres qui s'établissent à 210 M€ et un nouveau renforcement de notre structure financière.

L'augmentation des actifs non courants, qui s'élèvent à 190,5 M€ contre 176,7 M€ au 31 décembre 2011 résulte de l'impact de nos dernières acquisitions aux Etats-Unis.

L'ACTIVITE DU GROUPE PAR PÔLE

Concernant les informations sectorielles présentées ci-dessous, il convient de prendre en considération les éliminations inter-activités qui sont demeurées stables à (17,8) M€.

Le pôle travail temporaire et recrutement

Bonne résistance en France – Forte croissance à l'international

En millions d'euros	2012	2011
• Chiffre d'affaires	1 238,4	1 275,8
En France	1 039,3	1 150,9
A l'international	199,1	124,9
• Résultat opérationnel courant	40,9	42,4
• Résultat opérationnel	34,5	41,2

Le chiffre d'affaires de notre pôle travail temporaire et recrutement ressort à 1 238,4 M€, en repli limité de 2,9 %.

Cette bonne résistance a été portée par la forte progression de nos activités à l'international.

Elles représentent en 2012, 16,1 % de l'activité totale du pôle contre 9,8 % en 2011.

En France, sur un marché en baisse de 8,5 %, notre pôle réalise un chiffre d'affaires de 1 039,3 M€ en baisse de 9,7 %, le groupe ayant maintenu tout au long de l'année une discipline tarifaire pour défendre ses marges.

Si le contexte économique a pesé sur notre activité, il convient de souligner que la baisse du chiffre d'affaires intègre également une base de comparaison élevée, le chiffre d'affaires de l'exercice 2011 ayant affiché une forte progression de 14 %.

En termes d'évolution sectorielle, ce sont les secteurs de l'industrie et du bâtiment qui ont été les plus impactés par le ralentissement conjoncturel.

Dans l'industrie (en baisse globale de 11 %), la baisse de chiffre d'affaires a, comme attendu, été plus marquée dans l'automobile (-25 %) ; l'activité réalisée dans le bâtiment affiche une baisse de 10 %.

La répartition sectorielle du chiffre d'affaires montre que l'industrie représente 43 % du chiffre d'affaires du pôle, les Services 33 % et le BTP 24 %.

En termes de typologie de clients, les PME demeurent toujours très bien représentées dans notre portefeuille, elles concentrent 62 % du chiffre d'affaires du pôle contre 38 % pour les grands comptes.

A l'international, notre chiffre d'affaires ressort à 199,1 M€ et affiche une forte progression de 59,4 %.

Cette dynamique est portée par les Etats-Unis : leur contribution dans notre activité internationale est portée de 28 % en 2011 à plus de 56 % en 2012.

Nous vous rappelons que l'année 2011 avait été marquée par une étape importante dans la stratégie de développement de notre groupe à l'international, avec l'acquisition en septembre 2011, de la société nord-américaine PeopleLink.

L'intégration en année pleine de la société PeopleLink est au cœur de la dynamique affichée en 2012 par nos activités internationales.

Fidèle à sa stratégie de développement, notre groupe a poursuivi son déploiement sur le marché américain, avec quatre nouvelles acquisitions.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

L'acquisition des activités d'Elite Personnel, Trade Management, Twin Sisters Enterprises et VisionT représentent en année pleine un chiffre d'affaires de près de 37 M\$. Leur contribution à la dynamique affichée en 2012 est marginale, ces acquisitions ayant été intégrées courant du deuxième semestre 2012.

Ces opérations nous permettent d'étendre notre maillage géographique sur le premier marché mondial du travail temporaire, en prenant position sur de nouveaux Etats, le New Jersey, le Texas et l'Iowa. Ces acteurs spécialisés nous offrent également l'opportunité d'étendre notre champ d'expertise sur des secteurs d'activité porteurs tels que la pharmacie, les cosmétiques, l'énergie ou le staffing IT.

Notre stratégie volontariste aux Etats-Unis a porté ses fruits.

Le chiffre d'affaires réalisé sur cette zone ressort à plus de 145 M\$ en hausse de 7,6 % à taux de change constant.

Sur les autres pays d'implantation du groupe, les évolutions sont contrastées :

- En Espagne (qui concentre 24,3 % de l'activité internationale du pôle), la situation économique difficile a pesé sur l'activité ; le chiffre d'affaires, à 48,4 M€, affiche une baisse de 9,2 % ;
- Les autres implantations (Allemagne, Suisse, Maroc, Tunisie) affichent une activité globale en croissance de 6,8 % sur l'exercice.

Maintien de la rentabilité opérationnelle courante

Le résultat opérationnel courant du pôle, à 40,9 M€ contre 42,4 M€ en 2011 se maintient à 3,3 % du chiffre d'affaires du pôle (3,3 % en 2011). Cette bonne performance est à relier avec l'intégration réussie de la société PeopleLink en année pleine.

En France, la bonne tenue de nos marges commerciales associée à une saine gestion des frais fixes, nous permet de limiter la baisse du résultat opérationnel courant ; celui-ci s'établit à 33,9 M€ contre 38,9 M€ en 2011 ;

A l'international, la forte croissance de l'activité s'est accompagnée d'une progression des résultats impactés positivement par l'intégration en année pleine de la société PeopleLink.

Le résultat opérationnel courant ressort à 7 M€ et représente 3,5 % du chiffre d'affaires.

Le pôle Multiservices

Toutes les activités en croissance

En millions d'euros	2012	2011
• Chiffre d'affaires	269,4	254,4
• Résultat opérationnel courant	6,2	7,0
• Résultat opérationnel	6,2	7,0

Le pôle multiservices affiche en 2012 une progression de 5,9 % de son chiffre d'affaires qui s'établit à 269,4 M€, portée tant par les activités aéroportuaires que par les activités ingénierie & maintenance.

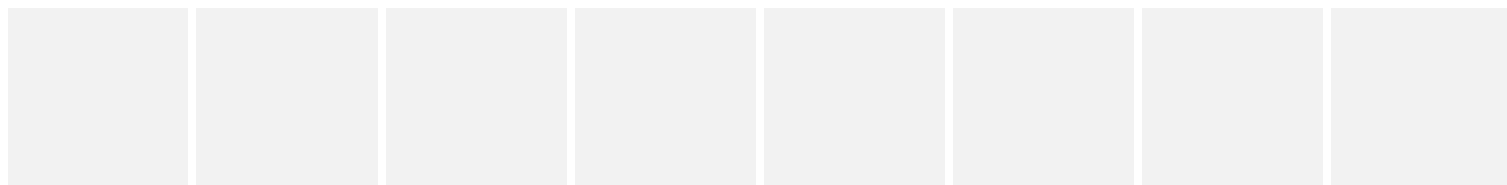
LES ACTIVITES AEROPORTUAIRES

En millions d'euros	2012	2011
• Chiffre d'affaires	197,3	185,3
• Résultat opérationnel courant	5,3	5,1
• Résultat opérationnel	5,3	5,1

Les activités aéroportuaires concentrent 73,2 % de l'activité totale du pôle multiservices.

Elles maintiennent en 2012 un bon niveau d'activité avec un chiffre d'affaires de 197,3 M€ en progression de 6,4 %.

La forte croissance affichée à l'international porte la part de notre activité réalisée hors de France à 17,8 % (contre 15,1 % en 2011). La France concentre désormais 82,2 % du chiffre d'affaires.



En France, l'activité s'est bien comportée dans un environnement plutôt difficile marqué par la baisse du trafic aérien sur les terminaux de Roissy et d'Orly et par une pression tarifaire accrue.

Malgré ces facteurs négatifs, notre groupe maintient une croissance positive, avec un chiffre d'affaires en progression de 3 %, à 162,1 M€.

Notre groupe conforte sa position de leader sur le marché de l'assistance en France grâce en particulier à la signature ou à la reconduction de nouveaux contrats.

Ainsi, notre portefeuille clients a été renforcé par cinq nouveaux contrats sur Orly (avec les compagnies Iberia et sa filiale Air Nostrum, Vueling, British Airways, Open Skies et Transaéro), un nouveau contrat sur Roissy CDG avec la compagnie Eclair et la reconduction sur Roissy CDG des contrats British Airways, Emirates, Montenegro Airlines, Aigle Azur et Air Baltic.

A l'international, notre groupe réalise un excellent exercice avec un chiffre d'affaires en hausse de 26 %, à 35,2 M€.

En Afrique, toutes nos concessions (Congo, Gabon, Sierra Leone) contribuent à cette croissance. Cette dynamique confirme le fort potentiel de développement de ce continent et nous conforte dans notre volonté d'étendre notre déploiement sur cette zone.

Au Royaume-Uni, l'activité s'est également bien comportée avec en particulier la contribution en année pleine des activités sur le London City Airport où nous avons pris position au quatrième trimestre 2011.

En Irlande, malgré un contexte difficile, l'activité demeure stable.

Bien que confrontées à un environnement difficile, nos activités aéroportuaires parviennent à améliorer leur résultat opérationnel courant qui s'établit à 5,3 M€ contre 5,1 M€ en 2011.

LES AUTRES SERVICES

Les autres services réalisent un chiffre d'affaires de 72,1 M€ contre 69,1 M€ en 2011.

L'ingénierie et maintenance qui représente plus de 2/3 des autres activités, affichent une croissance de 7,4 % avec un chiffre d'affaires à 55,4 M€ contre 51,6 M€. Cette croissance est d'autant plus satisfaisante qu'elle fait suite à un exercice 2011 en progression de 20,6 %.

Le résultat opérationnel courant des autres services s'établit à 0,9 M€.

LES PERSPECTIVES DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2013

Malgré un environnement toujours difficile en Europe, notre groupe entend poursuivre en 2013 sa stratégie en vue d'étendre ses positions à l'international et de diversifier ses domaines d'expertise.

Si l'évolution du marché du travail temporaire en France sur les premiers mois de l'année nous impose la prudence, nous réaffirmons notre confiance sur une amélioration progressive de la situation au cours des prochains mois. Notre groupe s'appuiera sur ses points forts en développant en particulier ses spécialisations.

A l'international, nous demeurons déterminés à poursuivre notre déploiement aux Etats-Unis où nos perspectives de croissance sont positives. L'intégration en année pleine des acquisitions réalisées en 2012 et la poursuite de la croissance devraient nous permettre de franchir le cap des 200M\$ de chiffre d'affaires sur cette zone. Le groupe restera attentif aux opportunités de croissance externe lui permettant d'étendre sa présence sur ce continent.

Dans l'aéroportuaire, malgré un trafic aérien toujours en repli, notre groupe entend consolider sa position de n° 1 de l'assistance aéroportuaire en France grâce à la signature de nouveaux contrats depuis le début de l'exercice.

L'international occupera également une place importante au cours des prochains mois.

En Afrique, nos concessions devraient confirmer leur dynamisme avec la prise de position sur de nouveaux terminaux et la signature de plusieurs nouvelles compagnies depuis janvier.

Au Royaume-Uni, le groupe renforcera ses positions sur London City Airport.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, notre groupe confirme son objectif de réaliser à l'horizon 2015, plus de 25 % de son chiffre d'affaires à l'international.

LES INFORMATIONS SOCIALES, SOCIETALES ET ENVIRONNEMENTALES

LA RESPONSABILITE SOCIALE

Le groupe CRIT, groupe de services et de ressources humaines, a toujours considéré le capital humain comme son principal capital et a placé au cœur de sa politique de gestion des ressources humaines, le développement, l'épanouissement et l'accompagnement de ses collaborateurs, permanents ou intérimaires.

LE GROUPE ET SES COLLABORATEURS

Les effectifs permanents (CDI) du groupe au 31 décembre 2012, s'élèvent à 5 172 (dont 203 salariés au titre de la société Handling Partner Gabon mise en équivalence), contre 4 951 au 31 décembre 2011 (dont 190 salariés au titre de la société mise en équivalence).

Répartition des effectifs permanents du groupe :

- Par zone géographique :

	Effectifs 2012	Effectifs 2011
• En France	3 551 (68,66 %)	3 540 (71,50 %)
• En Europe	578 (11,17 %)	547 (11,05 %)
• Aux Etats-Unis	239 (4,62 %)	192 (3,88 %)
• En Afrique	804 (15,55 %)	672 (13,57 %)

- Par pôle d'activité :

	Effectifs 2012	Effectifs 2011
• Travail Temporaire	1 864 (36,04 %)	1 824 (36,84 %)
• Aéroportuaire	2 650 (51,24 %)	2 481 (50,11 %)
• « Autres »	658 (12,72 %)	646 (13,05 %)

- Par âge :

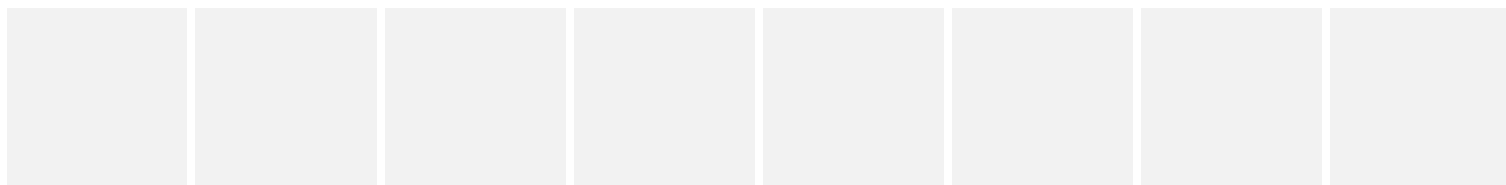
	En 2012	En 2011
• > 55 ans	(5,70 %)	(5,49 %)
• 45 - 55 ans	(15,76 %)	(15,49 %)
• 35 - 45 ans	(31,23 %)	(30,42 %)
• 25 - 35 ans	(41,30 %)	(43,33 %)
• < 25 ans	(6,01 %)	(5,27 %)

- Par sexe :

Au 31 décembre 2012, les effectifs du groupe comptent 2 878 hommes (soit 55,65 %) et 2 294 femmes (soit 44,35 %). Au 31 décembre 2011, ces effectifs sont de 2 550 hommes (soit 51,50 %) et 2 401 femmes (soit 48,5 %).

Mouvements du personnel :

Sur la base d'informations arrêtées au 31 octobre, les effectifs permanents du groupe en France ont évolué de 3 486 salariés au 31 octobre 2011 à 3 528 salariés au 31 octobre 2012, avec 523 embauches et 75 licenciements.



L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

La durée du travail

En France, les salariés permanents des sociétés du groupe sont, en grande majorité, régis par des accords d'entreprise portant sur la durée et l'aménagement du temps de travail.

Les salariés permanents des sociétés qui, du fait de leurs effectifs, ne sont pas dotées d'institutions représentatives du personnel, sont soumis à la durée légale du travail (35 heures hebdomadaires).

Eu égard à la spécificité de la réglementation du Travail Temporaire, et conformément aux dispositions légales applicables (article L. 1251-21 du code du Travail), les salariés intérimaires délégués par le groupe sont soumis à la durée du travail applicable au sein de l'entreprise utilisatrice dans laquelle ils sont délégués.

Le taux d'absentéisme

- Sur le périmètre français du pôle Travail Temporaire : 16 %
- Sur le périmètre français du pôle aéroportuaire : 14,6 %

L'ORGANISATION DU DIALOGUE SOCIAL

L'autonomie de chacune des entités françaises composant le groupe leur permet de disposer d'une représentation du personnel qui leur est propre et qui permet au groupe de maintenir un dialogue social de qualité, au plus près des spécificités de chacun de ses métiers et des préoccupations des collaborateurs.

De fait, chaque institution représentative est associée aux décisions en fonction de son périmètre d'intervention et du rôle qui lui est dévolu par la législation.

Seul le pôle Travail Temporaire du groupe dispose d'une représentation du personnel regroupée au sein d'une Unité Economique et Sociale dont le périmètre a été défini par négociation.

LE BILAN DES ACCORDS COLLECTIFS EN 2012

Sur le périmètre de l'Unité Economique et Sociale, ont abouti à la signature d'accords, les négociations ayant porté sur les thèmes relatifs à :

- L'épargne salariale (modification d'un accord de participation, mise en place d'un plan d'épargne) ;
- La prévoyance et les remboursements de frais de santé ;
- L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Au sein du pôle aéroportuaire, le dialogue social s'est illustré par la signature de différents accords sur les thèmes relatifs aux négociations annuelles obligatoires, à l'aménagement du temps de travail, à la mise en place d'un compte épargne temps et à la mise en place du télétravail.

Des négociations portant sur les mesures relatives à la prévention des situations de pénibilité au travail et de leurs répercussions sur la santé des collaborateurs ont également été organisées et ont débouché sur la signature de deux accords d'entreprise et sur la mise en place de neuf plans d'actions relatifs à la prévention des situations de pénibilité.

LA FORMATION DES COLLABORATEURS

Au cœur de la politique d'accompagnement et de développement des collaborateurs du groupe, la formation professionnelle occupe une place primordiale.

Véritable moteur de la performance, la formation permet de s'adapter en permanence aux exigences législatives, techniques et commerciales du marché.

Pour servir sa politique de formation, le groupe s'appuie sur deux organismes internes de formation : RH Formation, dédié à la formation des collaborateurs des métiers du travail temporaire et transversaux du groupe, et l'IFMA, spécifiquement dédié aux collaborateurs du pôle aéroportuaire.

Conscient que le professionnalisme de ses collaborateurs permet au groupe de toujours mieux répondre aux exigences de qualité de services pour ses clients, RH Formation a totalement renouvelé en 2012 son offre de formation sur les métiers du travail temporaire et a piloté et livré en fin d'année 2012 un outil d'intégration en e-learning.

Cet outil, conçu pour soutenir l'intégration des nouveaux collaborateurs permanents des métiers du travail temporaire et transversaux du groupe, leur offre une formation sur l'ensemble des points clés de ces métiers.

Le nombre total d'heures de formation et le nombre de salariés formés

Sur le périmètre français du pôle Travail Temporaire	En 2012	En 2011
• Nombre d'heures de formation	192 340	206 880
• Nombre de salariés formés	12 687	9 516

Sur le périmètre français du pôle aéroportuaire	En 2012	En 2011
• Nombre d'heures de formation	48 881	48 517
• Nombre de salariés formés	12 838	15 169

LA POLITIQUE DE SANTÉ AU TRAVAIL

(Pour cet indicateur, le périmètre d'information retenu est le pôle Travail Temporaire France, qui représente près de 70 % de l'activité globale du groupe)

De par la spécificité de sa position d'intermédiaire sur le marché de l'emploi, le groupe a fait de la santé et de la sécurité au travail de ses salariés, un axe majeur de sa politique de responsabilité sociale.

- Depuis 2005, les sociétés du pôle sont certifiées OHSAS 18001 pour l'ensemble de leurs établissements ;
- 11 agences sont certifiées MASE, système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail principalement destiné aux secteurs Pétrochimie et Chimie ;
- 27 agences spécialisées « nucléaire » sont certifiées CEFRI (Certification des Entreprises pour la Formation et le suivi du personnel travaillant sous Rayonnements Ionisants).

Conscient que l'objectif de réduction des accidents du travail ne peut être atteint sans une meilleure gestion des risques et une meilleure information des collaborateurs, le groupe a mis en place un dispositif de prévention, d'information et de sensibilisation, qui associe tant ses collaborateurs, intérimaires et permanents que ses clients.

Ce dispositif s'articule autour des axes principaux suivants :

- **La sensibilisation et la formation des collaborateurs permanents** : un « livret de sensibilisation sécurité » est à disposition de l'ensemble des collaborateurs grâce à l'Intranet du groupe ; des formations ont également été mises en place sur les thèmes « gestion des violences physiques et verbales » et « Santé Sécurité au Travail / Prévention et Secours Civiques 1 » ;
- **La sensibilisation des collaborateurs intérimaires** : celle-ci est omniprésente à tous les stades de recrutement et de délégation. Elle est relayée notamment par la remise contre récépissé, à l'occasion de chaque recrutement, d'un « livret sécurité » décliné par secteur d'activité ; une sensibilisation spécifique est mise en place au profit des salariés intérimaires délégués sur des postes « exposés ». Pour exemple, les salariés intérimaires des agences certifiées MASE participent à des « causeries sécurité » qui sont régulièrement organisées par les agences Crit ou les entreprises utilisatrices ;
- **Une parfaite connaissance des postes de travail, de leur environnement et des tâches à effectuer**. La délégation d'un salarié temporaire exige de vérifier l'existence au sein des entreprises utilisatrices de postes présentant des risques particuliers pour la santé et la sécurité du salarié, de réaliser des visites de postes et des visites sécurité destinées à s'assurer que tout est mis en œuvre pour garantir sa sécurité et de réaliser des bilans de mission, destinés à s'assurer auprès du salarié du bon déroulement de ses prestations.
- **L'analyse des accidents du travail**, en privilégiant l'analyse conjointe avec l'entreprise utilisatrice au sein de laquelle l'accident est intervenu.

Cet engagement majeur du groupe se poursuit aujourd'hui sous la forme d'un plan de formation 2012-2015, en application du Plan National d'Actions Coordonnées mis en œuvre par les Caisses d'Assurance Retraite et de Santé au Travail.

L'objectif de cette formation, dispensée sur la base du référentiel de compétences en matière de santé et de sécurité de la CNAMTS (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés), est de parfaire la connaissance des collaborateurs permanents, améliorer la communication avec les Entreprises Utilisatrices, identifier les situations à risques et ainsi réduire l'accidentologie.

Les taux de fréquence et de gravité des accidents du travail des collaborateurs permanents en 2012

Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt ⁽¹⁾ : 3,86

Taux de gravité ⁽²⁾ : 0,31

⁽¹⁾Nombre d'accidents avec arrêt d'au moins 24 heures pour un millions d'heures de travail (y compris accidents du trajet)

⁽²⁾Nombre de jours calendaires d'incapacité temporaire pour 1 000 heures de travail (y compris accidents du trajet)

LA DIVERSITÉ ET L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

Le groupe CRIT est engagé, depuis de nombreuses années, dans une démarche de lutte contre toute forme de discrimination et de promotion de la diversité et de l'égalité des chances.

Parmi les nombreuses actions menées par le groupe, on peut citer :

- La mise en œuvre depuis 2004, d'une politique active pour **l'emploi et l'insertion des personnes handicapées**.

Faciliter l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap est une priorité pour le groupe qui a été confiée à un département « Emploi & Handicap », spécialement créé et composé d'une mission nationale relayée par 10 correspondants régionaux.

La mise en œuvre de cette politique s'est concrétisée par l'engagement du groupe aux côtés de nombreux partenaires nationaux tels que l'Agefiph depuis 2005, le Fagerh (dont le partenariat a été renouvelé en 2012 pour deux nouvelles années), ou locaux (CRP/ERP).

Elle prend également la forme d'actions permanentes tendant à :

- former, sensibiliser les collaborateurs du groupe ;
- développer la qualification des collaborateurs intérimaires reconnus handicapés, à travers la mise en place de contrats de professionnalisation, de contrats d'insertion professionnelle, de contrats de développement personnel ;
- conseiller, accompagner les entreprises clientes du groupe dans la mise en œuvre de leur politique d'emploi de travailleurs handicapés.

- En 2012, le pôle Travail Temporaire du groupe a confié plus de 9 000 missions à des personnes reconnues handicapées, auprès de 1 438 entreprises clientes, et a dispensé plus de 6 000 heures de formation.

- Le déploiement, depuis 2007, sur les métiers du Travail Temporaire et transversaux du groupe, d'un **Plan Diversité et Egalité des Chances**, assuré par une structure interne de pilotage, composée d'un Responsable national et de correspondants régionaux.

Ce plan se décline sur plusieurs axes, tels que la mise en conformité des procédures et documents internes, l'élaboration d'outils d'accompagnement, de formation et de sensibilisation des collaborateurs (à travers la mise à jour de l'intranet RH du groupe ; l'outil de e-learning..).

Le développement de ce Plan passera en 2013 par la mise en place d'actions d'accompagnement et de sensibilisation des entreprises clientes du groupe.

- La mise en place en 2010 d'un **Médiateur Diversité et Egalité des chances**, spécialisé dans la lutte contre toute forme de discrimination, accessible à tous les collaborateurs permanents et intérimaires du pôle Travail Temporaire et des sociétés membres de l'UES CRIT et d'une façon générale, saisissable en cas de difficultés graves au travail.

- La mise en œuvre d'une politique active en faveur de **l'égalité hommes-femmes**. L'étude de la représentativité des femmes au sein des différentes filiales du groupe montre un pôle Travail Temporaire caractérisé par une féminisation forte et des pôles Aéroportuaire et Ingénierie-Maintenance au sein desquels la population demeure majoritairement masculine.

- La part des femmes dans les effectifs permanents du pôle Travail Temporaire, atteint 76,77 % ; elle s'élève à 28,45 % dans les effectifs permanents du pôle Aéroportuaire et à 9,34 % au sein des sociétés d'Ingénierie et Maintenance du groupe.

Le groupe veille à décliner au sein de chacun de ses pôles, ses valeurs fortes et communes de non-discrimination en matière d'embauche, de qualification, de formation, de rémunération, d'évolution de carrière.

Dans ce cadre, des négociations ont été engagées au sein des différents pôles, avec pour objectif d'aboutir, par l'intermédiaire d'accords d'entreprise, à la mise en place d'un dispositif structuré en faveur de l'égalité hommes-femmes ; cette démarche a abouti à la signature de 9 accords d'entreprise.

LE RESPECT DES CONVENTIONS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

L'activité du groupe se situe majoritairement en France, pays signataire notamment, des conventions OIT suivantes :

- C087 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical,
- C098 sur le droit d'organisation et de négociation collective,
- C111 relative à l'abolition du travail forcé,
- C138 relative à l'âge minimum au travail,
- Et C182 relative aux pires formes de travail des enfants.

Le groupe respecte pleinement ces principes et les engagements issus de ces conventions qui sont retranscrits dans la législation française.

Au-delà de ces obligations légales, les principes et valeurs véhiculés par ces conventions sont ancrés dans la culture des représentants des filiales étrangères du groupe, qui veillent à leur plein et entier respect.

LA RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ POUR PRENDRE EN COMPTE LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES – GESTION DES DÉCHETS

Même si de par la nature de ses activités, le groupe CRIT n'a pas d'impact significatif sur l'environnement, il est engagé dans une démarche volontariste de maîtrise et de réduction des effets de son activité sur l'environnement.

Ainsi, les sociétés françaises du pôle travail temporaire du groupe bénéficient de la certification ISO 14001 pour l'ensemble de leurs établissements.

Cette certification, obtenue en 2005, a été renouvelée en 2011 pour 3 ans, par DNV Certification France et couvre au 31 décembre 2012, près de 70 % des activités du groupe.

Le groupe a identifié deux aspects environnementaux principaux par rapport à ses activités :

• L'émission de Co2 dans l'atmosphère :

L'empreinte carbone du groupe est essentiellement liée aux déplacements de ses collaborateurs dans l'exercice de leurs activités, particulièrement sur le pôle travail temporaire, où les déplacements sur les sites des entreprises clientes sont nombreux.

Aussi, le groupe s'est engagé dans une démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la flotte automobile utilisée.

C'est l'élément clé du plan d'action mis en place en matière de choix et d'attribution des véhicules et qui consiste à renouveler progressivement le parc automobile par des véhicules qui émettent moins de dioxyde de carbone par kilomètre.

Ce plan d'action a permis de limiter la production de Co2. Au 31 décembre 2012, 86 % du parc automobile du pôle travail temporaire France était constitué de véhicules de catégorie A et B, c'est-à-dire avec une valeur Co2 au plus égale à 120 g/km.

• La production de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques :

Les matériels bureautiques pris en location par le groupe sont systématiquement repris, au terme de la période de location, par leur fournisseur, qui en assure la destruction selon les normes environnementales en vigueur, ce dont il atteste par la remise d'une certification de destruction conforme conservée par le groupe.

Les équipements électriques usagés sont collectés par des entreprises extérieures qui les recyclent conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des principes de développement durable.

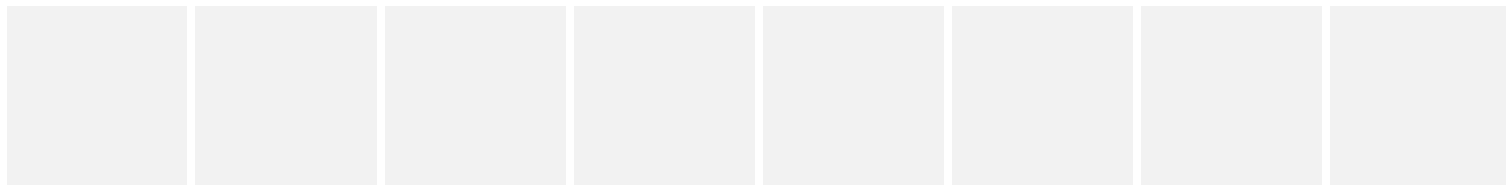
Pour les matériels informatiques devenus obsolètes, le groupe fait appel à un prestataire extérieur qui procède, partout en France, à leur enlèvement, et assure leur destruction, ce dont il atteste par un certificat de destruction.

Pour l'élimination des cartouches d'encre et de toner usagées, les filières de proximité ont été retenues.

Le recours à ces filières (associations, déchetteries, entreprises spécialisées) a permis d'augmenter de plus de 40 % la conformité de l'élimination de ces déchets depuis 2009.

En 2012, 93 % des cartouches d'encre et toner usagées ont été confiés à ces filières.

D'autres facteurs qui impactent son empreinte carbone sont traités par le groupe, même s'ils ne sont pas identifiés comme ayant un impact significatif : c'est le cas de la **consommation de papiers**.



Dans ce cadre, le groupe s'attache à développer des applications informatiques qui permettent de réduire cette consommation : ainsi, l'informatisation et la dématérialisation croissante des documents utilisés par les établissements Crit, (dossiers clients, intérimaires, contrats, etc...) permet de réduire année après année la consommation de papiers.

De même, tous les systèmes d'impression choisis par le groupe permettent une scannérisation des documents ainsi que des impressions recto/verso permettant ainsi de limiter les consommations d'encre et papier.

En complément, sur le siège social du groupe, l'ensemble des déchets papiers sont confiés à un prestataire qui en assure le tri et le recyclage selon les normes environnementales en vigueur.

En l'absence de risques pour l'environnement engendrés par les activités du groupe, les informations relatives aux provisions et garanties éventuelles en matière d'environnement sont sans objet.

LA SENSIBILISATION DES COLLABORATEURS

Dans le cadre de sa démarche d'œuvrer en faveur d'une meilleure maîtrise de son impact environnemental, il est primordial pour le groupe de sensibiliser et d'informer ses collaborateurs.

Ainsi, dès leur recrutement, les nouveaux collaborateurs permanents sont sensibilisés aux bonnes pratiques en matière de tri des déchets et d'utilisation du papier.

Le groupe s'appuie également sur différents supports de communication interne tel que l'intranet. Ainsi, les résultats de l'analyse environnementale qui est réalisée chaque année sur le pôle travail temporaire, sont mis en ligne et à disposition de chaque collaborateur ; des flashes d'information sont également diffusés, avec pour objectifs d'encourager les collaborateurs aux bonnes pratiques ou d'enrichir leurs connaissances générales sur le développement durable.

L'UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES – PRISE EN COMPTE DES NUISANCES SONORES ET AUTRE FORME DE POLLUTION – LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les consommations d'eau ou matières premières ne sont pas des indicateurs significatifs pour les activités du groupe.

Les activités développées par le groupe sont sans impact sur la biodiversité, ne génèrent pas de nuisances sonores ou olfactives, ni de rejets dans l'air, l'eau ou le sol, affectant gravement l'environnement ; les effets du changement climatique sont sans conséquence sur les activités du groupe.

LA RESPONSABILITE SOCIETALE

LA PARTICIPATION AU DYNAMISME ÉCONOMIQUE ET SOCIAL LOCAL

Acteur majeur dans la gestion des Ressources Humaines, l'implantation du groupe dans une région contribue à son développement économique et favorise directement l'emploi local, qu'il s'agisse du recrutement des collaborateurs permanents ou des salariés intérimaires délégués auprès des entreprises locales.

Indépendamment de leur impact significatif sur l'emploi et le développement régional, la nature même des activités développées par le groupe, exclut tout autre impact territorial sur les populations riveraines et locales.

Conscient des enjeux que représente son activité sur un bassin d'emploi, de son impact territorial économique et social, le groupe s'inscrit naturellement dans une relation partenariale avec les acteurs locaux de l'emploi, de la formation, de l'insertion, et participe à une dynamique de mutualisation de compétences au service du marché de l'emploi.

Ainsi, depuis 2005, le groupe s'engage et formalise ses engagements auprès de nombreux acteurs publics, privés et associatifs, pour favoriser l'emploi (ainsi par exemple, avec Pôle Emploi, le Comité National des Missions Locales, les Etablissements Publics d'Insertion et de la Défense).

En 2012, face à un contexte de marché de l'emploi difficile, le groupe s'est engagé dans une démarche de conseil, d'accompagnement de ses entreprises clientes dans la réalisation de leurs actions en faveur de l'insertion professionnelle.

Pour ce faire, le groupe mobilise les acteurs des collectivités territoriales (communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes) et développe en partenariat avec ces acteurs, les modes opératoires qui conduisent à une insertion durable et réussie.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Ainsi, le groupe noue des partenariats avec les acteurs sociaux économiques des bassins d'emploi pour accompagner ses entreprises clientes dans leur politique d'insertion, via les clauses d'insertion inscrites dans leurs marchés publics.

Les publics accompagnés par le groupe ont un point commun : ils sont tous éloignés du marché de l'emploi en raison de la durée de leur inactivité professionnelle, de leur manque d'expérience ou de qualification professionnelles, ou en raison de difficultés d'ordre personnel.

Pour leur apporter des réponses adaptées, le groupe organise des actions appropriées pour conduire à court ou moyen terme ces différents publics vers une insertion professionnelle, en concertation avec ses partenaires que sont notamment, Etincelle, 100 emplois 100 chances, l'Afij

Ces actions prennent la forme :

- De mécénats de compétences : aide à l'élaboration de projets, présentation des bassins économiques, des entreprises, des opportunités d'emploi, de métiers, préparation aux entretiens d'embauche ...
- De parrainages : consistant pour un professionnel du groupe, sous forme du volontariat, à assister, guider, accompagner un demandeur d'emploi dans la réalisation de son retour organisé vers l'emploi.
- De participation à de nombreux forums pour l'emploi (jobs dating, Café contact....).
- D'évaluation des compétences avec préconisation d'orientation professionnelle.

LA POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES – LA LOYAUTÉ DES PRATIQUES

Par la nature même de ses activités, le groupe ne sous-traite pas de manière significative.

Ses activités sont sans impact sur la santé et la sécurité des consommateurs.

Le groupe suit une politique d'achat responsable et s'attache à favoriser le référencement de fournisseurs dotés d'une démarche de développement durable

Ainsi, le groupe a choisi en priorité des imprimeurs certifiés imprim'vert, PEFC, FS (gestion durable des forêts), s'attache à collaborer avec le milieu associatif porteur de valeurs telles que l'insertion socio-professionnelle des personnes par l'activité économique, la participation au développement d'une économie responsable et la préservation de l'environnement.

A titre d'exemple, en Ile de France, la collecte et le tri des cartouches d'impression usagées est confié depuis 2009, à une entreprise d'insertion, appartenant à la branche Economie solidaire et insertion d'Emmaüs France ; des prestataires de nettoyage ont été choisis au regard de leur implication en faveur de l'insertion professionnelle de personnes en situation de rupture avec l'emploi.

Avec l'ensemble de ses partenaires commerciaux, clients et fournisseurs, le groupe est attaché à nouer des relations de confiance en menant des transactions équitables et transparentes ; l'intégrité et l'éthique sont considérées comme des valeurs essentielles et des priorités pour le groupe.

Aussi, soucieux de favoriser les bonnes pratiques, le groupe s'attache à rédiger et formaliser une charte d'éthique qui constituera pour l'ensemble de ses collaborateurs un guide de comportement professionnel, une procédure pour lutter contre toute forme de corruption.

LES COMPTES SOCIAUX DE GROUPE CRIT

La société Groupe CRIT est la société holding du groupe qu'elle forme avec l'ensemble de ses filiales.

Elle n'exerce pas d'activité économique propre et ses résultats sociaux ne peuvent être dissociés des résultats consolidés.

L'évolution de son chiffre d'affaires est directement liée à l'évolution de ses sociétés filiales, dans la mesure où il est constitué des facturations de prestations de services que la société fournit à ses filiales dans le cadre du développement de leurs activités et des facturations de dépenses communes.

En 2012, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5,3 M€ contre 6,1 M€ en 2011.

Le résultat d'exploitation s'établit à 0,9 M€ contre 1,3 M€.

Le résultat financier s'élève à 9,5 M€ contre 13,1 M€.

Les produits financiers, pour 18,5 M€, sont principalement constitués du montant des dividendes reçus des sociétés filiales au titre de leurs résultats 2011.

Les charges financières s'établissent à 9 M€ contre 1,5 M€. Leur variation notable provient de la dépréciation des titres de la société filiale espagnole, Crit Cartera, opérée pour un montant de 8,2 M€ en lien avec la détérioration du contexte économique espagnol.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de (0,1) M€ et de l'impôt sur les bénéfices de (1,0) M€, l'exercice clos le 31 décembre 2012 fait apparaître un résultat net de 9,3 M€ contre 13 M€ en 2011.

INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS

En application des dispositions de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 et du décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008, nous vous communiquons la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.

A la date du 31 décembre 2011, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 833 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 758 K€, des factures non parvenues pour 75 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 758 K€, s'établit comme suit : (en K€)

	< Septembre 2011	Septembre 2011	Octobre 2011	Novembre 2011	Décembre 2011	Janvier 2012	Février 2012	Mars 2012	au-delà	Total
• Français	132*	19	21		4	96	85	4		361
• Groupe	22			2	163		210			397
• Total	154	19	21	2	167	96	295	4		758

* Pour l'essentiel (123 K€), ce poste correspond à un litige fournisseur dont le règlement devrait intervenir courant deuxième trimestre 2012.

A la date du 31 décembre 2012, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 1 093 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 996 K€, des factures non parvenues pour 97 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 996 K€, s'établit comme suit : (en K€)

	< Septembre 2012	Septembre 2012	Octobre 2012	Novembre 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Février 2013	Mars 2013	au-delà	Total
• Français	35			(28)	83	680	58	46		874
• Groupe					11		18	93		122
• Total	35			(28)	94	680	76	139		996

ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice écoulé, la société Groupe CRIT n'a engagé aucune dépense en matière de recherche et de développement.

LES PRINCIPAUX RISQUES

Hors ses nouvelles implantations aux Etats-Unis, et compte tenu d'une activité essentiellement française ou en zone euro, le groupe est peu exposé au **risque de change**.

L'acquisition de PeopleLink, qui représente en année pleine un chiffre d'affaires de près de 145 M\$ en 2011 (soit 7,5 % du chiffre d'affaires total du groupe), expose de façon modérée le groupe au risque de change. En effet, les flux financiers entre la France et les Etats-Unis seront principalement constitués du remboursement de prêts actionnaires entre Groupe Crit et Crit Corp. et du versement de dividendes.

Le risque de taux est susceptible d'avoir un impact sur le résultat financier : une évolution de 1 point des taux d'intérêt aurait une incidence de 136 K€ sur la charge financière annuelle du groupe.

En termes de risque de concentration et de crédit, il convient de noter que le risque de concentration est très faible au regard de la dispersion du portefeuille clients.

Il n'y a pas de dépendance vis-à-vis de clients spécifiques, le chiffre d'affaires réalisé avec un client externe ne dépassant jamais 5 % des ventes du groupe.

En outre, les créances clients font l'objet pour leur majorité d'une assurance-crédit.

Le groupe est exposé au risque de contrepartie financière lorsqu'il intervient sur les marchés financiers. Il limite ce risque en s'engageant uniquement avec des banques commerciales bénéficiant de notes de crédit élevées et en évitant une trop grande concentration des opérations de marché sur un nombre restreint d'établissements.

Enfin, le groupe, qui est faiblement endetté au 31 décembre 2012, est bien couvert face **au risque de liquidité**.

PRISES DE PARTICIPATION ET DE CONTRÔLE INTERVENUES DURANT L'EXERCICE

La société Groupe Europe Handling, filiale de Groupe Crit, a souscrit la totalité du capital de la société Cargo group (fixé à la somme de 40 000 €), créée le 20 novembre 2012, pour répondre au contrat de sous-traitance aéroportuaire conclu avec la Compagnie Air France, et portant sur le transfert du fret en piste de toutes les compagnies aériennes clientes d'Air France opérant sur les aéroports de Roissy CDG1 et CDG2.

La société Groupe Europe Handling, a également souscrit 48 % du capital de la société Sky Partner R.S. Doo, société de droit serbe créée le 5 octobre 2012 pour développer l'assistance aéroportuaire sur l'aéroport de Belgrade.

EVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important, susceptible d'influer de façon significative sur la situation de la société, n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

AFFECTATION DES RÉSULTATS PROPOSÉE À LA PROCHAINE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 9 262 005,46 euros :

- | | |
|--|----------------|
| • aux actionnaires, à titre de dividende | 2 587 500,00 € |
| • au poste « autres réserves » | 6 674 505,46 € |

Ainsi, le dividende revenant à chaque action sera de 0,23 €. La distribution est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende serait payable le 28 juin 2013 et le détachement du coupon interviendrait le 25 juin 2013.

Au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'au titre des trois derniers exercices, les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
• 2009	2 250 000 €* soit 0,20 € par action	-	-
• 2010	2 812 500 €* soit 0,25 € par action	-	-
• 2011	2 475 000 €* soit 0,22 € par action	-	-

*incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

1 – L'actionnariat de la société et les actions d'autocontrôle

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit code, il est indiqué que :

- Monsieur Claude GUEDJ détient directement 70,2 % du capital social et 80,8 % des droits de vote aux Assemblées Générales.
- La société par actions simplifiée Lazard Frères Gestion (11 rue d'Argenson 75008 Paris), agissant pour le compte de ses OPCVM dont elle assure la gestion, a déclaré, par courrier du 16 novembre 2010, détenir pour l'ensemble de ses OPCVM, 682 075 actions Groupe Crit représentant autant de droits de vote, soit 6,06 % du capital et 3,47 % des droits de vote.

Cette liste n'a connu aucune modification au cours de l'exercice écoulé.

- Aucun autre actionnaire, à la connaissance de la société, ne détient directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote aux Assemblées Générales.
- Au 31 décembre 2012 il n'existe aucune action d'autocontrôle

2 – Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Il est indiqué, en application des dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de commerce :

- Qu'il n'existe pas de restriction statutaire aux transferts d'actions,
- Qu'il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote hormis la privation des droits de vote pouvant être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 2 % des droits de vote, en cas de non déclaration du franchissement du seuil statutaire d'une fraction du capital représentant 1 % des droits de vote, pendant un délai de 2 ans suivant la régularisation de la notification (article 11 des statuts),
- Qu'à la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires (notamment entre les dirigeants) pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,
- Qu'il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux ; qu'il n'existe aucune disposition pouvant avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la société.

Toutefois, conformément à l'article 34 de nos statuts, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom d'un même actionnaire, disposent d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donne droit à une voix,

- Qu'il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier,
- Que les règles de nomination et de révocation des membres du conseil d'administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 15 des statuts de la société,

- Qu'en matière de pouvoirs du conseil d'administration, les délégations et autorisations en cours sont décrites au présent rapport concernant le programme de rachat d'actions propres et en annexe du présent rapport concernant les délégations en matière d'augmentation du capital social,
- Que la modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires,
- Qu'il n'existe pas d'accord particulier prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du conseil d'administration,
- Qu'à l'exception du contrat d'affacturage conclu entre la société et le CA Factoring, il n'existe pas d'accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société.

3 – Les actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice

Le Conseil d'Administration a été autorisé par l'Assemblée Générale du 20 juin 2012 (cinquième résolution à caractère ordinaire), pour une nouvelle période de dix- huit mois, à procéder à l'achat des actions de la société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social, sans toutefois pouvoir effectuer ces opérations en période d'offre publique.

Les acquisitions peuvent être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action GROUPE CRIT par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises.

Le prix maximum d'achat a été fixé à 50 euros par action et le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme à 56 250 000 euros.

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres, la société a procédé, entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, dans les conditions suivantes :

- Nombre d'actions achetées : 73 436
Cours moyen des achats : 13,52 €
- Nombre d'actions vendues : 71 710
Cours moyen des ventes : 13,57 €
- Montant total des frais de négociation : 0 €

Au 31 décembre 2012, la société détenait 146 011 actions propres (soit 1,30 % du capital) dont la valeur évaluée au cours d'achat s'établit à 1 849 704 € et la valeur nominale à 52 564 €.

86 % des acquisitions effectuées au cours de l'exercice écoulé, l'ont été pour répondre à l'objectif d'animation du titre et 14 % pour répondre à l'objectif de croissance externe. Aucune action acquise pour répondre à l'objectif de croissance externe n'a été utilisée.

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités ni utilisation au cours de l'exercice écoulé.

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012 expirant le 19 décembre 2013, il est proposé à la présente Assemblée Générale de la renouveler dans les mêmes conditions qui sont rappelées ci-après.

4 – L'autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions par la société

Nous vous proposons de conférer au Conseil d'Administration, pour une période de dix-huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 20 juin 2012 dans sa cinquième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Groupe CRIT par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 20 juin 2012 dans sa sixième résolution à caractère extraordinaire.

Toutefois, ces opérations ne pourraient pas être effectuées en période d'offre publique.

La société n'utiliserait pas des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 50 € par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 56 250 000 €.

Le Conseil d'Administration disposerait donc des pouvoirs utiles pour faire le nécessaire en pareille matière.

5 – La participation des salariés au capital

A la clôture de l'exercice, il n'existe aucune participation des salariés (telle que définie à l'article L 225-102 du Code de commerce) au capital de la société.

LES MANDATAIRES SOCIAUX

La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice est fournie en annexe au présent rapport.

1 – Le mode d'exercice de la Direction générale

Nous vous précisons que la Direction générale a été confiée au Président du Conseil d'Administration, assisté de deux directeurs généraux délégués.

2 – Les renouvellements de mandats

Aucun mandat des membres du Conseil d'Administration n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

3 – Les opérations sur titres des mandataires sociaux réalisées au cours du dernier exercice

En application de l'article L 621-18-2 du Code monétaire et financier, nous portons à votre connaissance qu'aucune opération sur les titres de la société n'a été réalisée par les mandataires sociaux au cours du dernier exercice.

4 - Les rémunérations des mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011, aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé à un mandataire social de la société par une société contrôlée au sens de l'article L 233-16 du Code de commerce. Il n'existe par ailleurs pas de société contrôlante.

Les rémunérations brutes totales et les avantages de toute nature versés par la société à chacun des mandataires sociaux durant les exercices clos le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 s'établissent comme suit :

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2012	Exercice 2011
Claude Guedj, Président Directeur Général		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	91 476 €	91 476 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	303 420 €	303 420 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Karine Guedj, Directeur Général Délégué		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	147 060 €	147 060 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
	Exercice 2012		Exercice 2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Claude Guedj, Président Directeur Général				
• Rémunération fixe	91 476 €	91 476 €	91 476 €	91 476 €
• Avantages en nature	-	-	-	-
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	91 476 €	91 476 €	91 476 €	91 476 €
Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué				
• Rémunération fixe	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €
• Avantages en nature ⁽¹⁾	3 420 €	3 420 €	3 420 €	3 420 €
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	303 420 €	303 420 €	303 420 €	303 420 €
Karine Guedj, Directeur Général Délégué				
• Rémunération fixe	144 000 €	144 000 €	144 000 €	144 000 €
• Avantages en nature ⁽¹⁾	3 060 €	3 060 €	3 060 €	3 060 €
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	147 060 €	147 060 €	147 060 €	147 060 €

⁽¹⁾ L'avantage en nature est lié à la mise à disposition du dirigeant d'un véhicule de fonction.

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

Mandataires sociaux non dirigeants	Montants versés au cours de l'exercice 2012	Montants versés au cours de l'exercice 2011
Yvonne Guedj	NEANT	NEANT
• Jetons de présence		
• Autres rémunérations		

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Claude Guedj	NEANT					
Nathalie Jaoui						
Karine Guedj						

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Claude Guedj	NEANT		
Nathalie Jaoui			
Karine Guedj			

Actions de performance attribuées à chaque mandataire social

Actions de performance attribuées par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Claude Guedj	NEANT					
Nathalie Jaoui						
Karine Guedj						
Yvonne Guedj						

Actions de performance devenues disponibles pour chaque mandataire social

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Claude Guedj	NEANT		
Nathalie Jaoui			
Karine Guedj			
Yvonne Guedj			

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

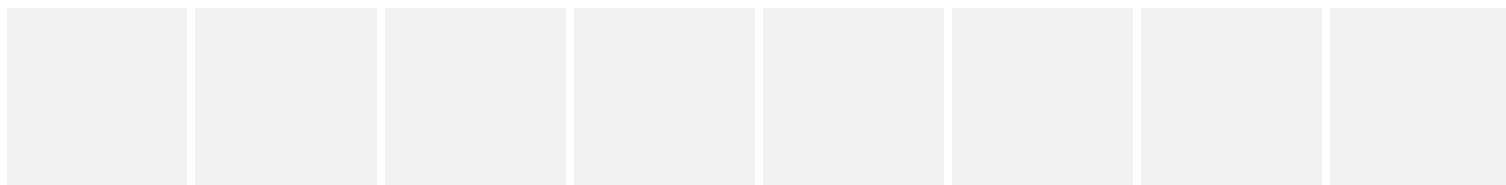
HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT

	N° Plan	N° Plan
• Date d'Assemblée Générale • Date du Conseil d'administration • Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées • Point de départ d'exercice des options • Date d'expiration • Prix de souscription ou d'achat • Modalités d'exercice • Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées ou caduques • Options de souscription ou d'achat d'actions restantes en fin d'exercice	NEANT	NEANT

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré	Plan n°1	Plan n°2
• Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé. (Information globale) • Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé. (Information globale)	NEANT			
	NEANT			

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Claude Guedj Président Directeur Général Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : AGO 2014		X		X		X		X
Nathalie Jaoui Directeur Général Délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : AGO 2014		X		X		X		X
Karine Guedj Directeur Général Délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : AGO 2014		X		X		X		X



LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aucun mandat de commissaire aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous précisons qu'aucune convention nouvelle, aucun engagement nouveau, n'ont été conclus ou pris au cours de l'exercice écoulé.

MODIFICATION DES STATUTS

Nous vous proposons de modifier l'article 12 alinéa 4 de nos statuts concernant la répartition des droits de vote entre usufruitier et nu-propiétaire.

Cette modification est proposée à titre de précaution dans l'hypothèse où un pacte Dutreil serait mis en place.

Ainsi, la règle de principe fixée à l'article 12 alinéa 4 des statuts concernant la répartition des droits de vote entre usufruitier et nu-propiétaire demeurerait inchangée dans la mesure où l'usufruitier conserverait l'exercice des droits de vote en Assemblée Générale Ordinaire et le nu-propiétaire exercerait, quant à lui, les droits de vote en Assemblée Générale Extraordinaire.

Toutefois, une dérogation à cette répartition des droits de vote serait introduite et concernerait exclusivement les actions qui ont fait l'objet d'une transmission ayant bénéficié de l'application des règles de l'article 787B du Code Général des Impôts. Ainsi, dans le cas particulier où l'usufruitier et le nu-propiétaire bénéficieraient de l'exonération partielle de droits de mutation dans le cadre des dispositions de l'article 787B du Code Général des Impôts : le droit de vote appartiendrait à l'usufruitier pour les décisions relatives à l'affectation du résultat et au nu-propiétaire pour toutes les autres décisions.

En conclusion, nous vous invitons à approuver, par votre vote, le texte des résolutions qui vous sont proposées.

Le Conseil d'Administration

ANNEXES

Annexe 1 - Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• Capital social	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000
• Nombre d'actions					
- ordinaires	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000
- à dividende prioritaire					
• Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
• Chiffre d'affaires hors taxes	5 269 377	6 129 486	5 604 276	5 223 604	7 015 764
• Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	18 367 908	13 374 164	29 459 398	34 023 455	22 361 541
• Impôts sur les bénéfices	973 564	836 883	103 164	362 831	(957 934)
• Participation des salariés					
• Dot. amortissements et provisions	8 132 339	(498 687)	328 095	1 059 123	1 874 887
• Résultat net	9 262 005	13 035 967	29 028 140	32 601 501	21 444 587
• Résultat distribué	2 587 500	2 475 000	2 812 500	2 250 000	2 250 000
RESULTAT PAR ACTION					
• Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	1,55	1,11	2,61	2,99	2,07
• Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0,82	1,16	2,58	2,90	1,91
• Dividende attribué	0,23	0,22	0,25	0,20	0,20
PERSONNEL					
• Effectif moyen des salariés	6	8	8	7	7
• Masse salariale	965 860	1 021 883	916 744	970 401	1 248 777
• Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	363 576	386 751	356 632	366 053	453 800

Annexe 2 - Tableau récapitulatif des délégations accordées au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital en cours de validité

L'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012 a conféré au Conseil d'Administration diverses délégations en matière d'augmentation de capital.

Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de ces autorisations.

Nature des délégations	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Augmentations réalisées les années précédentes	Augmentations réalisées en 2012 et jusqu'au présent rapport	Montant résiduel
• Délégation en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices	20/06/2012	19/08/2014	10 000 000 €	Néant	Néant	10 000 000 €
• Délégation en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec maintien du DPS	20/06/2012	19/08/2014	1 000 000 € (montant des actions ordinaires) 2 000 000 € (montant des titres de créance)	Néant	Néant	1 000 000 € (montant des actions ordinaires) 2 000 000 € (montant des titres de créance)
• Délégation en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec suppression du DPS par offre au public	20/06/2012	19/08/2014	1 000 000 € * (montant des actions ordinaires) 2 000 000 € (montant des titres de créance)	Néant	Néant	1 000 000 € (montant des actions ordinaires) 2 000 000 € (montant des titres de créance)
• Délégation en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec suppression du DPS par placement privé	20/06/2012	19/08/2014	500 000 € * (montant des actions ordinaires) 20 % du capital par an 2 000 000 € (montant des titres de créance)	Néant	Néant	500 000 € (montant des actions ordinaires) 2 000 000 € (montant des titres de créance)
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE	20/06/2012	19/08/2014	100 000 €	Néant	Néant	100 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital en rémunération d'un apport de titres ou de valeurs mobilières	20/06/2012	19/08/2014	10 % du capital	Néant	Néant	10 % du capital

* Plafond commun

Annexe 3 - Liste des mandats exercés par chacun des mandataires sociaux au 31 décembre 2012

Claude GUEDJ

Président Directeur Général

GROUPE CRIT

CRIT INTERIM S.A. (Suisse)

Directeur Général

CONGO HANDLING SA (Congo)

Président

CRIT CENTER

GROUPE EUROPE HANDLING

CRIT IRELAND HR (Irlande)

SKY HANDLING PARTNER Limited (Irlande)

SKY HANDLING PARTNER SHANNON (Irlande)

SKY HANDLING PARTNER CORK (Irlande)

Administrateur Général Adjoint

C.P.T.S. (Congo)

Président du Conseil d'Administration

AIRLINES GROUND SERVICES

AWAC TECHNICS

Administrateur

CRIT IMMOBILIER

SEINE 51

HANDLING PARTNER GABON (Gabon)

SKY HANDLING PARTNER UK LIMITED (Royaume Uni)

Représentant

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de AMA

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de CARGO GROUP

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de CRIT CENTER

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EH

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EHM

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EHR

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de IFMA

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de ORLY CUSTOMER ASSISTANCE

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de ORLY RAMP ASSISTANCE

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de PCA

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de RAMP TERMINAL ONE

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de TERMINAL ONE ASSISTANCE

GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de SHP SIERRA LEONE

Gérant

ECM

RH-EXTERNETT

ADAPTALIA OUTSOURCING (Espagne)

ADAPTALIA ESPECIALIDADES EXTERNALIZACION (Espagne)

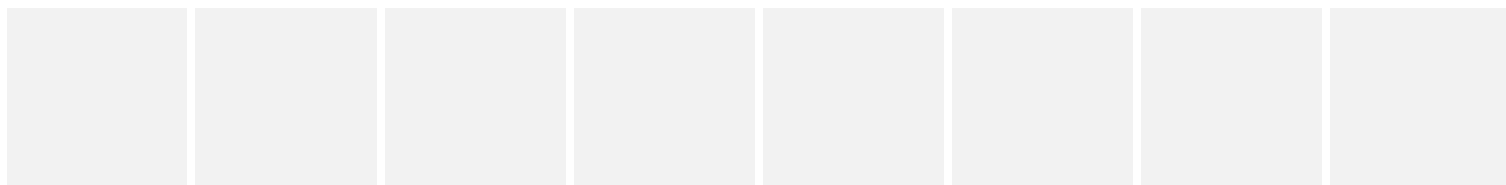
CRIT CARTERA (Espagne)

CRIT INTERIM ESPAÑA (Espagne)

CRIT SEARCH (Espagne)

CRIT-RH (Tunisie)

CRIT TUNISIE (Tunisie)



Yvonne GUEDJ

Administrateur
GROUPE CRIT

Nathalie JAOUI

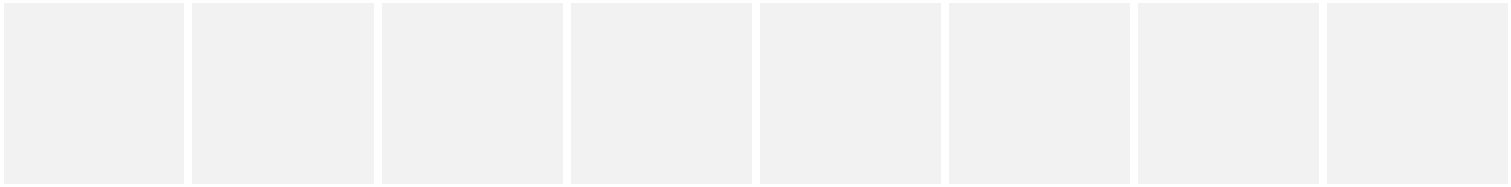
Présidente
CRIT
CRIT INTERIM
LES VOLANTS
Directeur Général Délégué / Administrateur
GROUPE CRIT

Administrateur
SEINE 51
CRIT IRELAND HR (Irlande)
CRIT Corp. (Etats-Unis)
HANDLING PARTNER GABON (Gabon)
PeopleLink (Etats-Unis)

Membre du Conseil de Direction
ASSISTANCE MATERIEL AVION
CARGO GROUP
CRIT CENTER
EUROPE HANDLING
EUROPE HANDLING MAINTENANCE
EUROPE HANDLING ROISSY
IFMA
ORLY CUSTOMER ASSISTANCE
ORLY RAMP ASSISTANCE
PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE
RAMP TERMINAL ONE
TERMINAL ONE ASSISTANCE

Gérante
AB INTERIM
AZUR IMMOBILIER
LES COMPAGNONS
PRESTINTER
CRIT CARTERA (Espagne)
PROPARTNER (Allemagne)

Représentant
GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de AGS
GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de AWAC TECHNICS
GEH au Conseil d'Administration de CRIT IMMOBILIER
GEH au Conseil d'Administration de CONGO HANDLING (Congo)



Karine GUEDJ

Président Directeur Général
SEINE 51

Président du Conseil d'Administration
CRIT IMMOBILIER

Directeur Général Délégué / Administrateur
GROUPE CRIT

Membre du Conseil de Direction
ASSISTANCE MATERIEL AVION
CARGO GROUP
CRIT CENTER
EUROPE HANDLING MAINTENANCE
EUROPE HANDLING
EUROPE HANDLING ROISSY
IFMA
ORLY CUSTOMER ASSISTANCE
ORLY RAMP ASSISTANCE
PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE
RAMP TERMINAL ONE
TERMINAL ONE ASSISTANCE

Représentant
GROUPE CRIT au Conseil d'Administration d'AGS

Gérante
OTESSA
RHF



LE TALENT SERA TOUJOURS LA PLUS PRÉCIEUSE DES VALEURS.

152 bis, avenue Gabriel Péri
93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 49 18 55 55
Fax : 01 40 12 02 84
www.groupe-crit.com